

# LE TEMPS

---

dette Jeudi 14 juillet 2011

## A travers l'Irlande, Moody's punit la zone euro

Par Ram Etwareea

### La baisse de la note de la dette irlandaise mardi n'est pas restée sans réaction. L'agence de notation doute de l'efficacité du plan de sauvetage irlandais

La dégradation de la note de la dette irlandaise mardi par l'agence de notation Moody's, après celle de la Grèce et du Portugal, constitue une mauvaise nouvelle de plus pour la zone euro. En passant dans la catégorie des investissements spéculatifs, les obligations irlandaises correspondent à des titres pourris pour lesquels les risques de défaut sont réels. Voici en quatre points les motivations, les réactions et les conséquences de la décision de Moody's.

#### Pourquoi la note des obligations irlandaises a-t-elle été baissée?

L'agence de notation est catégorique: le plan de sauvetage de 85 milliards d'euros financé par la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI), et qui prend fin en 2013, ne suffira pas à remettre le pays sur les rails. Dès lors, il aura besoin d'un nouveau financement avant de pouvoir retourner se refinancer sur les marchés. Selon le FMI, l'économie irlandaise ne devrait croître que de 0,6% en 2011. Par ailleurs, Moody's anticipe un défaut probable de la dette grecque. L'Irlande, même si ses fondamentaux économiques sont plus solides qu'en Grèce, ne pourra pas échapper au mouvement. Enfin, l'agence s'attend aussi à un affaiblissement du système bancaire européen dans la mesure où des créanciers privés seront appelés à participer dans la restructuration de la dette souveraine des pays concernés.

#### Comment le marché a-t-il réagi?

Le taux du rendement des obligations à 10 ans de l'Irlande a battu un nouveau record mercredi. Il a atteint le sommet de 13,3% dans la matinée avant de s'établir autour de 12,9%. Une année plus tôt, il n'était que de 5,2%. Par contre, les places boursières ont peu réagi à la décision de Moody's. Elles ont plutôt évolué en vert après deux séances mouvementées. Les opérateurs attendent des solutions durables et éviter la contagion. Selon les stratèges obligataires de BNP Paribas cités par l'AFP, «il est essentiel que les marchés soient rassurés par une action décisive et ce n'est pas un problème seulement pour les pays périphériques, mais également pour la zone euro dans son ensemble».

#### Quelle a été la réaction politique?

En Grande-Bretagne dont les banques sont exposées en première ligne en Irlande, le premier ministre David Cameron a appelé la zone euro à faire plus pour résoudre la crise de la dette plutôt qu'intervenir une fois que les crises ont éclaté. Pour Enda Kenny, le premier ministre irlandais «les dirigeants européens doivent maintenant donner une réponse exhaustive à la crise de la dette».

A Bruxelles, la Commission européenne a jugé «incompréhensible et contestable» la décision de Moody's. «L'Irlande est sur la bonne voie pour redresser ses finances publiques et réformer son système bancaire, même si beaucoup reste à faire», a déclaré la porte-parole de l'exécutif européen.

#### Quelles sont les conséquences pour les investisseurs?

Ce mercredi, des gérants obligataires n'ont pas été inondés d'ordres pour acheter ou vendre les titres dégradés d'Irlande ou portugais. «De façon générale, il n'y a pas de règles qui s'appliquent aux investissements dans la catégorie spéculative.

Tout dépend des pratiques courantes chez les institutionnels», explique une analyste à Genève. Certaines caisses de pension ne peuvent pas, selon leurs statuts, investir dans la catégorie spéculative, poursuit-elle. Elles sont donc tenues à les vendre dans un certain délai.

D'autres ne sont pas tenus à s'en débarrasser, mais elles ne peuvent acheter que de la catégorie investissement. Une troisième catégorie ne fait que dans les dettes pourries (high yield). Pour ces derniers, les obligations grecques et irlandaises se présentent comme une aubaine. «S'il n'y a pas beaucoup d'échanges ces jours, c'est que les gérants sont quelque peu rassurés que les responsables européens se mobilisent en vue de stabiliser la crise de la dette», déclare un autre gérant.

**LE TEMPS** © 2011 Le Temps SA